



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METBACH Louis

1 avenue de Pagnot
33160 Saint-Médard-En-Jalles

Références : 26-311
Code AIOT : 0100040629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement METBACH Louis implanté 1 avenue de Pagnot 33160 Saint-Médard-en-Jalles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération Territoires Propres menée sur le département de la Gironde. Cette action, conduite sous l'autorité du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine / préfet de la Gironde, du commandant de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine ainsi que sous la direction judiciaire des procureurs de la République, vise à lutter contre les différentes atteintes à l'environnement, en procédant aux constats et en mettant en place les sanctions administratives et pénales qui s'appliquent.

L'inspection a été menée en coordination avec les services de la gendarmerie (Brigade Territoriale Autonome (BTA) de Saint-Médard-en-Jalles).

Elle vise à contrôler le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative pris à l'encontre de M. Louis METBACH en date du 14 août 2024. Cette visite fait suite à la précédente inspection du 10 décembre 2025 lors de laquelle un délai supplémentaire de trois mois pour l'évacuation des déchets avait été accordé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METBACH Louis
- 1 avenue de Pagnot 33160 Saint-Médard-en-Jalles
- Code AIOT : 0100040629
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. Louis METBACH exploite, sur la commune de Saint-Médard-en-Jalles, un centre d'entreposage et de traitement de véhicules hors d'usage (VHU), de stockage de déchets inertes, de tri / transit de déchets métalliques et de tri/transit de déchets dangereux, ne disposant pas des autorisations administratives requises. Une vingtaine de VHU sont entreposés sur son site, ainsi que de nombreux déchets de métaux et divers déchets dangereux et non dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect de mise en demeure : régularisation déchets	AP de Mise en Demeure du 14/08/2024, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Travaux d'office, Demande d'action corrective, Consignation	Demande de justificatif à l'exploitant, Suppression ou fermeture, Demande d'action corrective, Amende, Consignation	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun signe d'évacuation des déchets n'est constaté. Au contraire, de nouveaux apports et au moins une zone de brûlage confirment la poursuite des activités illégales. Des sanctions administratives sont prises à l'encontre de M. Louis METBACH.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de mise en demeure : régularisation déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/12/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Travaux d'office, Demande d'action corrective, Consignation
Prescription contrôlée : <p>M. METBACH Louis qui exploite une installation d'entreposage de véhicules hors d'usage, de transit et regroupement de métaux et déchets métalliques, et de déchets dangereux, et de stockage de déchets inertes sur la commune de Saint-Médard-en-Jalles (parcelles cadastrales référencées IV 7, 12 et 13) est mis en demeure de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement (intégrant les rubriques 2713 et 2718 sous le régime de la déclaration) et une demande d'agrément en préfecture,• soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement. L'exploitant évacue les déchets et fournit les justificatifs d'évacuation vers une installation dûment autorisée et agréée. <p>(...)</p> <p>L'exploitant dispose de 12 mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations.</p>
Constats : <p>Sur place, l'inspection constate que la nature et la quantité de déchets n'a pas diminué depuis la dernière visite en date du 10 décembre 2025. Des mouvements de déchets (internes au site et apports extérieurs) ont eu lieu, y compris des cuves à fioul susceptibles de contenir des substances dangereuses.</p> <p>L'inspection constate la présence d'une zone de brûlage d'une vingtaine de mètres carrés qui était absente lors de la dernière visite. Parmi les résidus d'incinération figurent au moins trois cuves à fioul. Cette zone de brûlage est située à seulement quelques mètres d'autres monticules de déchets et de la végétation environnante, le site étant en zone boisée.</p> <p>Le non-respect de la mise en demeure constitue un délit pénal.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à M. METBACH de cesser définitivement ses activités de transit et stockage de déchets, y compris les éléments métalliques ayant certes une valeur pécuniaire mais prenant le statut de déchet du fait de leur abandon sur le site.

La cessation de ces activités s'accompagne d'une remise des lieux dans un état garantissant la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, ce qui implique l'évacuation des déchets vers des filières autorisées et la traçabilité adéquate.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Suppression ou fermeture, Demande d'action corrective, Amende, Consignation

Proposition de délais : 1 mois